

## Verts, tendance camouflage

Il y a un peu plus d'un an, Rémi Fraisse mourrait assassiné par une grenade offensive tirée par un gendarme à Sivens dans le Tarn. Ce jeune militant écologiste participait à un rassemblement contre un projet de barrage hydraulique qui aurait saccagé une vallée.

### **Circulez, y a rien à voir...**

Un an après, l'enquête sur les circonstances de sa mort semble bien enterrée. Les gendarmes qui la mènent ont pondu un rapport exonérant à tel point leurs collègues de toute responsabilité que plusieurs journaux comme *Le Monde* ou *Libération* en ont épinglé la partialité.

Quant aux juges d'instruction, ils n'ont demandé aucun acte d'investigation depuis mars dernier, et s'opposent à l'audition du préfet et de son adjoint, « pas utile à la manifestation de la vérité », selon eux.

### **Valls sert la soupe à Vinci**

À Notre-Dame-des-Landes, bourgade située à une vingtaine de kilomètres de Nantes, c'était jusqu'à cet été le projet d'aéroport qui avait du plomb dans l'aile. Au printemps 2014, le gouvernement avait mis le dossier au placard, non sans noyer la dernière manifestation des opposants – 30 000 personnes, dont bon nombre de grand-mères et de poussettes – dans un déluge de lacrymos. Ceux-ci pouvaient à bon droit estimer leur combat gagné.

L'aéroport actuel peut accueillir dix fois plus de trafic. Rien ne justifie la construction d'un nouvel aéroport, l'expropriation des paysans, le massacre du bocage et de la faune. Rien sinon la volonté de quelques multinationales comme Vinci de se gaver de milliards d'euros d'argent public. Rien sinon l'empressement des politiciens locaux comme nationaux à les servir. En juillet dernier, Valls prenait position pour la remise en route du projet. Et le 30 octobre, la préfecture de Loire-Atlantique a publié les premiers appels d'offre.

### **COP21 : un sommet d'hypocrisie**

Le moment semble bien choisi. Hollande s'apprête en effet à recevoir 80 chefs d'État et tout un tas de diplomates à Paris pour la COP21. Cette conférence est censée fixer les politiques à suivre partout dans le monde pour limiter à 2°C le réchauffement climatique.

« Plus tard, ce sera trop tard », « nous ne pourrions pas dire à nos enfants que nous ne savions pas » : ces messages s'affichent depuis ce lundi sur les murs des grandes villes et dans les journaux. Comme si c'était nous – les salariés, la population – qui étions responsables de la dégradation de l'environnement ! Comme si ce n'était pas les capitalistes qui bousillent la planète pour quelques milliards de plus !

### **La reprise des travaux à Notre-Dame-des-Landes est à l'exact opposé des objectifs affichés de la COP21.**

Cela prouve, s'il était besoin, que discourir sur la protection de l'environnement tout en se pavanant avec Poutine et Obama n'engage en réalité pas à grand-chose. C'est faire de l'écologie à la sauce Mc Donald's : repeindre l'enseigne en vert pour mieux continuer à faire du fric avec les mêmes méthodes.

### **L'écologie instrumentalisée par les patrons**

Quant aux décisions qui pourraient être prises par les États lors de la COP21, les normes qu'ils adopteraient, elles seront d'abord autant d'outils, de leviers pour favoriser les multinationales, leur permettre d'imposer leur volonté aux pays pauvres ou en voie de développement et contrôler leurs marchés. Quand Hollande va en Chine préparer la COP21 et faire la leçon, il emmène des patrons signer des contrats « dans le secteur de la croissance verte » et discute de l'ouverture du géant du nucléaire français Areva aux capitaux chinois.

### **Quand Hollande va en Chine préparer la COP21, il y discute en fait de l'ouverture du géant du nucléaire français Areva aux capitaux chinois.**

« Bienvenue à ceux qui viennent défendre la planète », proclame une autre affiche. Triste blague ! Pour défendre cette dernière, tout comme les peuples qui l'habitent, il faudra au contraire mettre les multinationales hors d'état de nuire.

## Silence, on décide pour vous

« Pour poursuivre les discussions, le conseil d'administration a décidé de s'organiser pour favoriser la recherche et la formalisation d'une solution préservant l'intérêt social de Renault et renforçant l'Alliance. » On n'en saura pas plus sur ce qui s'est dit lors du conseil d'administration de Renault de vendredi dernier, d'autant plus que le communiqué de la direction rappelle le « devoir de réserve individuel » de ses membres.

Il s'agit de tenir les salariés le plus loin possible des décisions. Premiers concernés, derniers informés, et jamais consultés : de quoi sortir de notre réserve !

## 1 pas en avant, 2 pas en arrière : la Valls du gouvernement

« L'Etat peut baisser sa part, mais nous voulons conserver l'Alliance. Nous ne souhaitons pas une fusion. Nous faisons confiance aux managers de Nissan et de Renault », a déclaré dimanche à la presse Manuel Valls. De quoi ravir Ghosn. Pour une fois que Macron, « l'ami des patrons », faisait mine de s'opposer à l'un d'entre eux.

### Indépendants... des salariés

Les administrateurs « indépendants » se sont fendus d'un communiqué de presse dans lequel ils clament leur soutien à Carlos Ghosn. Indépendants, vraiment, ces Riboud (ex-PDG et héritier du groupe Danone), Desmarest (PDG de Total) ou Ladreit de Lacharrière (fondateur de l'agence de notation Fitch et administrateur de L'Oréal et Casino) ?

D'autant que Renault verse 18 000 € par an à chaque administrateur, plus 6 000 € à chaque conseil d'administration. Desmarest a ainsi palpé 78 000 € en 2014, Ladreit de Lacharrière 70 000 €. De la menue monnaie pour ces grands patrons...

## A l'offensive contre nos retraites

« La CFDT Renault à l'offensive ». Le syndicat qui vient de signer avec le patronat un accord sur les retraites complémentaires se traduisant par un recul de l'âge de retraite et une baisse des pensions, vante dans une plaquette les bienfaits de l'épargne salariale qui permet de « percevoir un revenu complémentaire lors du départ en retraite ». L'offensive consiste bien à basculer d'une retraite par répartition à une retraite par capitalisation. Où sont la solidarité et le progrès social ?

## Notre argent les intéresse

En 2016 selon la loi Macron, l'intéressement sera placé d'office sur les plans d'épargne salariale, sauf si le salarié s'y oppose. Auparavant c'était l'inverse. Epargner, pourquoi pas... à condition de pouvoir choisir son épargne et d'en avoir les moyens, c'est à dire d'augmenter les salaires.

## Valérie Damidot au Technocentre

C'est sûr : la direction du TCR est accro à l'émission télé « D&Co, une semaine pour tout changer » ! La 2<sup>e</sup> phase d'implantation des nouveaux plateaux a commencé à La Ruche au 5A 1<sup>er</sup> étage. Et comme pour la 1<sup>ère</sup> phase du plateau BJA à l'Avancée, les espaces personnels seront réduits : taille des bureaux, vestiaires, armoires de rangement... Ces nouveaux standards d'implantation seraient un des plans d'action menés suite aux mauvais résultats de l'enquête Hay. Comme si l'aménagement des plateaux était le principal sujet de mécontentement !

## C'est pour qui le plateau d'argent ?

Combien vont coûter les nouveaux standards d'implantation ? Mystère. La seule certitude, c'est que cet argent n'ira pas dans la poche des salariés, mais dans celle de Steelcase, la société qui a fourni ce standard censé répondre aux besoins des salariés et qui fournit aussi... le mobilier.

## Les embauches, moins il y en a...

81 nouveaux embauchés venant de tous les sites Renault ont rencontré le directeur du Design selon Clic'infos. La direction communique sur les embauches, moins sur les départs : Renault sas comptait 38 781 salariés fin 2012, il n'y en avait plus que 31 752 fin juillet 2015, soit 7029 emplois de moins en 2 ans et demi. L'accord de compétitivité prévoyait un solde départs-embauches de 7500 emplois supprimés d'ici fin 2016. A ce rythme, l'objectif va être dépassé.

## Pour la convergence... des luttes

Des salariés de l'usine Nissan de Canton au Mississippi (USA) ont traversé l'Atlantique pour populariser leur combat et tenter de rencontrer Ghosn. Cela fait 12 ans que Nissan s'oppose à la création d'un syndicat, à coup d'intimidations ou de chantage à la fermeture. Ils dénoncent aussi l'emploi sur le site de 2500 intérimaires sur 6000 salariés, payés 9 à 12 € de l'heure (contre le double pour les autres). De quoi rappeler ce qu'il se passe dans certaines usines Renault : 1750 intérimaires à Flins, absence de liberté syndicale à Bursa... La convergence vers le moins-disant social est en route. Vite une alliance des salariés de Renault et de Nissan contre leurs patrons communs !

## L'Alliance des exploités

Nissan a annoncé un bénéfice net de 2,4 milliards d'euros pour le premier semestre de l'année fiscale japonaise (d'avril à septembre 2015), soit une hausse de 37 %. Quant à Renault, après un bénéfice de 1,4 milliard d'euros au 1<sup>er</sup> semestre, son chiffre d'affaires du 3<sup>e</sup> trimestre est en hausse de 9,4 %. Pendant ce temps-là, les salariés de Renault et de Nissan se serrent la ceinture. Réclamons notre dû !